



DE YOUSSEF ACHOUR, FRANÇOIS HENRION ET MARIE-LUCIE SCIARLI

Pour des JO réellement durables, inclusifs et solidaires !

Les Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 ont pour ambition d'être les premiers jeux durables, inclusifs et solidaires. Le conseil d'administration de Paris 2024 s'est engagé à ce que cette dynamique contribue à la relance économique en s'appuyant spécialement sur les structures de l'économie sociale et solidaire (ESS) telles que les associations, les coopératives, les structures d'insertion par l'activité économique et les entreprises sociales. Ces structures ont en commun un objet social différent de la seule recherche de profit. La Société de livraison des ouvrages olympiques (Solideo), s'est fixée comme objectif d'allouer 25 % du montant des marchés des Jeux à des organisations de l'ESS et à des TPE-PME, ainsi que 10 % du chiffre d'affaires de ces marchés à l'inclusion professionnelle.

Dans un contexte de crise sociale et environnementale, on peut s'en féliciter. Toutefois, un nombre croissant de parties prenantes de l'ESS témoignent de leurs inquiétudes en termes de perspectives concrètes de réalisation de ces objectifs. Particulièrement volumineux, les marchés publics des Jeux Olympiques et Paralympiques ne sont pas calibrés pour les acteurs de l'ESS et les TPE-PME. L'accès à ces marchés

est compliqué pour ces structures qui doivent monter des coopérations au sein de leur secteur d'activité et avec des grands groupes de l'économie classique afin de pouvoir les remporter. La plateforme ESS 2024 permet ainsi aux structures de l'ESS d'être référencées afin que ce type de coopérations soient rendues possibles. C'est un outil novateur mais insuffisant. En effet, il n'existe pas de mécanismes de vérification de la manière dont se réalisent ces coopérations ni de critères précis permettant de les sécuriser postérieurement à une réponse à un appel d'offres. Plusieurs organisations de l'ESS dénoncent des relations asymétriques dans certains marchés, voire un véritable « social washing ».

Les JOP 2024 vont entraîner une activité économique forte en Seine-Saint-Denis. Les structures d'insertion sont très présentes sur ce territoire marqué par des inégalités importantes. Leur objectif est de fournir un accompagnement spécifique à des personnes éloignées de l'emploi, tout en levant les obstacles empêchant leur insertion professionnelle sur le long terme.

Ces structures s'inquiètent de l'absence d'anticipation par les organisateurs concernant la mise en place des parcours d'insertion, du manque d'outils

de vérification afin d'accompagner la montée en compétences des personnes insérées, de la manière dont le pic d'activité va être géré et de la pérennité des emplois une fois les Jeux passés. Beaucoup de marchés sont encore à conclure.

En l'état, il y a donc un fort risque que les structures d'insertion soient contactées peu de temps avant le coup d'envoi par les grands groupes de l'économie classique, souhaitant ratifier les clauses liées aux objectifs sociaux. Or, ce fonctionnement n'est pas compatible avec celui de l'insertion qui doit pouvoir proposer des parcours durables et de qualité. Le mouvement associatif regrette lui aussi un manque d'information et de concertation en amont des Jeux. Rappelons que l'ESS a un poids considérable dans le secteur des sports, des loisirs et de la culture, et représente près de 70 % des établissements en Ile-de-France ! L'une des ambitions de Paris 2024 est de faire de ces Jeux Olympiques et Paralympiques une grande fête populaire accessible à toutes et tous.

A deux ans des Jeux Olympiques et Paralympiques, nous tirons la sonnette d'alarme sur le manque d'anticipation globale qui pourrait mettre en péril les ambitions de Paris 2024.

Paris avait promis les premiers Jeux durables inclusifs et solidaires de l'histoire, alors ne perdons plus de temps ! ■

*par Youssef Achour, François Henrion
Et Marie-Lucie Sciarli*

Youssef Achour est président de la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire d'Ile-de-France (CRESS IDF). François Henrion est président du Mouvement associatif d'Ile-de-France (Madif). Marie-Lucie Sciarli est coprésidente d'InserEco 93.

